

"Les États-Unis d'Amérique dans la Ruhr" dans Süddeutsche Zeitung (16 novembre 1948)

Légende: Le 16 novembre 1948, le journal allemand Süddeutsche Zeitung examine les conséquences du double contrôle américano-britannique sur les industries sidérurgiques et sur les charbonnages allemands de la Ruhr.

Source: Süddeutsche Zeitung. Münchner Neueste Nachrichten aus Politik, Kultur, Wirtschaft und Sport. Hrsg. Friedmann, Werner; Goldschagg, Edmund; Schöningh, Dr. Franz Joseph; Schwingenstein, August. 16.11.1948, Nr. 103; 4. Jg. München: Süddeutscher Verlag. "USA im Ruhrgebiet", auteur:Kreyssig, Gerhard, p. 1.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/les_etats_unis_d_amerique_dans_la_ruhr_dans_suddeutsche_zeitung_16_novembre_1948-fr-4fff1ac8-0844-4d19-b03b-cef838co8b6f.html



Date de dernière mise à jour: 06/07/2016

Les États-Unis et l'Amérique dans la Ruhr

Une opération est en cours dans la Ruhr. Une loi des gouvernements militaires entrée en vigueur le 10 novembre entraîne une «réorganisation» de l'industrie charbonnière et de l'industrie sidérurgique allemandes qui – toutes deux concentrées dans la région de la Ruhr – forment le cœur de l'industrie allemande. C'est ce cœur qu'on opère, car il ne doit pas battre trop fort et, pour l'instant, il ne doit pas obéir à son propre pouls, et son rythme ne doit pas dépendre du seul flux de son propre sang. Ce cœur – qui, armurier de l'Allemagne, menaçait l'Europe – aujourd'hui «décartellisé» et «démilitarisé» (même s'il n'a été que très superficiellement «dénazifié»), est devenu un des points névralgiques pour le rétablissement de l'Europe, qui n'est pas réalisable sans le rétablissement de l'Allemagne.

Ses mines et ses aciéries étaient jusqu'à présent sous le contrôle du commandant en chef britannique. Un des principaux résultats de la nouvelle organisation annoncée est que l'Amérique est désormais présente dans la région de la Ruhr et que les Britanniques s'y trouvent aux côtés des Américains. Ce n'est pas seulement la conséquence du fait que, depuis bientôt deux ans, les zones d'occupation britannique et américaine ont été regroupées et que, via l'office bipartite de contrôle, les deux gouvernements militaires tantôt soutiennent, tantôt encouragent et tantôt freinent le Conseil économique de Francfort dans sa tâche d'activer la coordination économique de ces deux zones occupées afin que l'ensemble devienne une entité qui fonctionne et dont l'appareil économique, disloqué et détruit par les conséquences de la guerre et de l'après-guerre, soit à nouveau une véritable force productive.

Le deuxième point est que la question – décisive pour l'avenir de l'Allemagne – de la socialisation est une nouvelle fois reportée. Si les gouvernements militaires déclarent que le «plan de tutelle» qui va être mis en œuvre n'implique pas seulement la réorganisation des industries charbonnière et sidérurgique sur les plans de la technique et de la production, mais aussi une réorganisation des rapports de propriété dans ces industries, ils doivent encore traduire leurs paroles en actes. Étant donné que la question de la socialisation doit rester de la compétence d'un gouvernement allemand représentatif démocratiquement élu (sans préjudice de la question de savoir si ses droits de souveraineté doivent s'étendre à toute l'Allemagne ou se limiter à l'Allemagne de l'Ouest), la question au cœur de tout le problème est reportée. Nous devons nous attacher à souligner expressément que tout ce qui se fera maintenant dans la région de la Ruhr n'est en réalité qu'une nouvelle organisation «provisoire» pour une «période de transition» qui, heureusement, ne sera pas trop longue si rien ne change et que le premier gouvernement représentatif démocratiquement élu – disons-le tranquillement: pour l'Allemagne de l'Ouest – peut effectivement décider souverainement. Il ne pourra pas se pencher sur ce problème dès le premier jour, mais la question de la propriété définitive des mines de la Ruhr sera à l'ordre du jour dès la constitution du premier gouvernement allemand et y restera jusqu'à ce que ce problème soit réglé.

Le troisième point est la confirmation du fait que la Ruhr n'est pas seulement un centre industriel territorial à caractère allemand, mais aussi un sujet brûlant de la politique européenne et même internationale. Il aurait été étonnant que la France n'ait pas protesté, même si les gouvernements militaires américain et britannique ont déclaré s'être concertés au préalable avec leurs partenaires intéressés. Vu l'automatisme qui caractérise la politique actuelle, il fallait s'attendre à ce que la Pologne proteste. Il faut en revanche regarder d'un œil positif, comme une lueur d'espoir européen, le fait que les Pays-Bas (plus proches de la Ruhr que la Pologne) aient déclaré ne pas élever d'objections. La question capitale de savoir s'il y aura un jour en Europe de vrais Européens ou seulement des nations dont la cohésion sera une affaire de géographie et non d'attitude véritablement européenne et d'engagement commun dépendra de la solution définitive pour la Ruhr.

Si on suit d'un œil critique et vigilant la suite des événements, il faut à mon avis voir la Ruhr dans cette optique et prendre position dans cette perspective. Une longue expérience, précisément sous l'occupation, nous a appris que ni les Allemands, et encore moins «l'Allemagne», ne deviendront propriétaires de leurs industries vitales si on se contente de transférer entre des mains allemandes les «fonctions» de propriétaire et qu'on laisse les Allemands exercer ces fonctions en tant que «fiduciaires». Le fiduciaire doit savoir – c'est la première condition et la plus importante pour que le système fonctionne vraiment – non seulement ce qu'il administre à titre fiduciaire, mais surtout pour qui il administre ce bien. C'est précisément cette

question qui reste sans réponse. Il nous semble que c'est un point positif, dans la mesure où nous, Allemands, pouvons y répondre nous-mêmes.

Les gouverneurs militaires doivent dès lors être convaincus que l'évolution amorcée n'est accueillie par la population allemande qu'avec un sentiment de satisfaction très limité, même s'ils ne seront pas déçus dans leur espoir que les Allemands collaboreront sans réserve à la mise en œuvre de ce plan. Il faut seulement préciser clairement qu'une «collaboration sans réserve» n'est pas synonyme de «participation sans réserve», et qu'il ne faut pas confondre collaboration sans réserve et approbation sans restriction. Avec les gouverneurs militaires, les Allemands espèrent d'autant plus que la solution transitoire de la Ruhr nous rapproche de l'objectif de la reconstruction de l'Europe entière.

Gerhard Kreyszig